

RAPPORT

ATELIER LANCEMENT DE L'ELABORATION DU DOCUMENT DU PROJET

« CONSTRUIRE ET RENFORCER LA CAPACITE NATIONALE A METTRE EN ŒUVRE LES ELEMENTS DU CADRE DE TRANSPARENCE DE L'ACCORD DE PARIS »

Espace Dera Tsiadana, Antananarivo, 15 août 2018

Hery A. Rakotondravony, Leonardo Massai & Bertin Andriamanantsoa



Mentions légales

Conservation International Madagascar
Lot II W 27 D - Ankorahotra Antananarivo-101
Téléphone 261 20 22 609 79
<https://www.conservation.org/global/madagascar>

Hery A. Rakotondravony, Leonardo Massai & Bertin Andriamanantsoa. 2018. Rapport de l'atelier de lancement de l'élaboration du document du projet « Construire et renforcer la capacité nationale à mettre en œuvre les éléments du cadre de transparence de l'Accord de Paris », Espace Dera Tsiadana, Antananarivo, 15 août 2018. Ministère de l'Environnement, de l'Ecologie et des Forêts. Conservation International. Fonds pour l'Environnement Mondial. Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques.

« Building and strengthening Madagascar’s national capacity to implement the transparency elements of the Paris Agreement »

Rapport de l’atelier de lancement de la phase « Project Preparation Grant » (PPG)

Hery A. Rakotondravony, Leonardo Massai & Bertin Andriamanantsoa. 2018. Rapport de l’atelier de lancement de l’élaboration du document du projet « Construire et renforcer la capacité nationale à mettre en œuvre les éléments du cadre de transparence de l’Accord de Paris », Espace Dera Tsiadana, Antananarivo, 15 août 2018. Ministère de l’Environnement, de l’Ecologie et des Forêts. Conservation International. Fonds pour l’Environnement Mondial. Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques.

Résumé

L'initiative de renforcement des capacités pour la transparence a été instaurée par la Décision 1/CP.21, paragraphe 84 et suivantes, portant adoption de l'Accord de Paris. Cette décision avait engagé le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) pour appuyer la mise en place de l'initiative dont le but est de développer les capacités institutionnelles et techniques des pays en développement, par rapport aux critères renforcés définis dans l'article 13 de l'Accord.

Pour Madagascar, le Conseil du FEM a approuvé, en mars 2018, le projet « Construire et renforcer la capacité nationale à mettre en œuvre les éléments du cadre de transparence de l'Accord de Paris » (CBIT Madagascar). Ce projet d'un montant de 1 465 000 USD dure 24 mois, est développé conjointement par le Bureau National de Coordination des Changements Climatiques (BNCCC) sis au Ministère de l'Environnement, de l'Ecologie et des Forêts (MEEF) et Conservation International. Le 14 août 2018, le MEEF a organisé un atelier pour lancer officiellement la phase « Project Preparation Grant » de ce projet à l'Espace Dera Tsiadana, Antananarivo.

A l'issu de l'atelier, des propositions d'amélioration ont été recueillies :

- capitalisation des bonnes pratiques des autres systèmes de rapportage au niveau national et non seulement celui du BNC REDD-plus ;
- identification claire des institutions qui nécessitent d'être renforcées ;
- implication des départements en charge du système d'information au sein des institutions gouvernementales concernées, pour que les informations délivrées puissent s'aligner avec les dispositions de l'article 13 de l'Accord de Paris ;
- mise en place d'outil standard de collecte de données, etc.

D'un autre côté, les participants ont soulevé de nombreux facteurs qui pourraient entraver l'atteinte des objectifs du projet :

- durée du projet assez courte ;
- problème de collecte et de mise à jour des données primaires sectorielles ;
- dispersion des données ;
- absence de services techniques déconcentrés pour certains départements sectoriels (p. ex. Déchets, Procédés industriels, Energie y compris transport) ;
- changement fréquent des responsables au sein des départements sectoriels.

Une série de consultation suivra cet atelier, ainsi que la préparation des documents requis par les procédures du FEM, parmi lesquels les exigences de sauvegarde, les lettres de co-financement, la poursuite des consultations sectorielles, etc. Un atelier d'élaboration du cadre logique aura lieu le 10 septembre 2018.

Contenu

Résumé	ii
Liste des figures	iv
Liste des tableaux	iv
Liste des abréviations	v
1. Contexte	1
2. Mots d'ouverture de l'atelier	1
3. Mise en contexte du projet CBIT Madagascar (présentée par Michel O. Laivao)	2
Questions et commentaires sur la présentation	2
4. Information sur le projet (présentée par Michèle Andrianarisata).....	3
Questions et commentaires sur la présentation	3
5. Elaboration de la cartographie préliminaire des acteurs (présentée par Hery A. Rakotondravony)	4
Questions et commentaires sur la présentation	5
6. Travaux de groupe sur la cartographie préliminaire des acteurs	5
6.1. Restitution des résultats des travaux de groupe : cartographie préliminaire des acteurs sectoriels.....	5
6.2. Questions et commentaires sur les restitutions	10
7. Présentation du Plan de travail d'élaboration du document de projet et des prochaines étapes	10
8. Mots de clôture de l'atelier	11
Annexe 1: Termes de référence de l'atelier	12
Annexe 2 : Mise en contexte du projet (présentation de Michel O. Laivao)	16
Annexe 3 : Information sur le projet (présentation par Michèle Andrianarisata)	21
Annexe 4 : Objectifs et agenda de l'atelier, et élaboration de la cartographie préliminaire des acteurs, plan de travail prévisionnel pour la phase PPG et prochaines étapes (présentation par Hery A. Rakotondravony)	25
Annexe 4 : Fiche de présence.....	32

Liste des figures

Figure 1 :	Séance de clarification pendant l'élaboration de la cartographie préliminaire des acteurs	4
Figure 2 :	Photo du groupe de travail du secteur Utilisation des Terres, Changement d'affectation des Terres et Foresterie	9
Figure 3 :	Photo du groupe de travail du secteur Energie	9
Figure 4 :	Photo du groupe de travail du secteur Déchets + Procédés Industriels.....	10

Liste des tableaux

Tableau 1 :	Cartographie préliminaire des acteurs sectoriels élaborés par les participants à l'atelier	5
--------------------	--	---

Liste des abréviations

ABC/LRA	Programme Agroécologie, Biodiversité et Changement Climatique du Laboratoire des Radioisotopes
ADER	Agence de Développement de l'Electrification Rurale
ADES	Association pour le Développement de l'Energie Solaire
AFD	Agence Française pour le Développement
ANAE	Association Nationale pour les Actions Environnementales
APMF	Autorité Portuaire, Maritime et Fluviatile
ATT	Agence des Transports Terrestres
BAU	<i>Business as usual</i>
BM	Banque Mondiale
BNCC	Bureau National de Coordination des Changements Climatiques
BUR	<i>Biennial Update Report (Rapport Biennal)</i>
BVPI	Programme Bassins Versants Périmètres Irrigués
CAFPA	Centre d'Appui et de Formation Professionnelle Agricole d'Antsiranana
CBIT	<i>Capacity Building Initiative on Transparency of the Paris Agreement</i>
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CDN	Contribution Déterminée au niveau National
CI	Conservation International
CIRAD	Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le Développement
CNFEREF	Centre National de Formation, d'Etudes et de Recherche en Environnement et Forestier
CNRE	Centre National de Recherche sur l'Environnement
CO2	Dioxyde de carbone
CSA	<i>Climate smart agriculture</i>
DBA	L'ancien Département de Biologie Animale de l'Université d'Antananarivo, actuellement Mention Zoologie et Biodiversité Animale
DBV	L'ancien Département de Biologie Végétale de l'Université d'Antananarivo, actuellement Mention Biologie Végétale
EFTA	Ecoles de Formation de Technicien Agricole (anciennement ESTA)
ESSA	Ecole Supérieure des Sciences Agronomiques
FAPBM	Fondation pour les Aires Protégées et la Biodiversité de Madagascar
FEKRITAMA	Confédération des agriculteurs de Madagascar
FEM	Fonds pour l'Environnement Mondial
FIFAMANOR	<i>Fiompiana Fambolena Malagasy Norveziana</i>

FOFIFA	<i>Foibe Fikarohana momba ny Fambolena</i>
GES	Gaz à effet de serre
GSDM	Groupement Semis Directs Madagascar
IRD	Institut de Recherche pour le Développement
JIRAMA	<i>Jiro sy Rano Malagasy</i>
KfW	<i>Kreditanstalt für Wiederaufbau</i>
LRI	Laboratoire des Radiosotopes, Université d'Antananarivo
MBG	Missouri Botanical Garden
MEEF	Ministère de l'Environnement, de l'Ecologie et des Forêts
MNP	Madagascar National Parks
MRV	<i>Measuring, Reporting and Verification</i>
OMH	Office Malgache des Hydrocarbures
ONE	Office National pour l'Environnement
ONUDI	Organisation des Nations Unies sur le Développement Industriel
OPF	Organisation Paysanne Faitière
PADAP	Projet d'Agriculture Durable par Approche Paysage
PAGE/GIZ	Programme d'Appui à la Gestion de l'Environnement de la GIZ
PAPriz	Projet d'Amélioration de la Production Rizicole
PLAE	Programme de Lutte Anti Erosive
PNIAEP	Programme National d'Investissement Agricole, Elevage et de Pêche
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PNUE	Programme des Nations Unies sur l'Environnement
PSAEP	Programme Sectoriel Agriculture-Elevage-Pêche (2025)
PURSAPS	Projet Urgence pour la Sécurité Alimentaire et la Protection Sociale
RBG Kew	<i>Royal Botanic Garden at Kew</i>
REDD-plus	Réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts, conservation, gestion durable des forêts et du renforcement des stocks de carbone forestier dans les pays en développement
SAGE	Service d'Appui à la Gestion de l'Environnement
SAMVA	Service Autonome de Maintenance de la Ville d'Antananarivo
SESAM	Suivi Evaluation Eau Assainissement à Madagascar
SNCC/AEP	Stratégie Nationale Changement Climatique Agriculture-Elevage-Pêche 2025
SRI/SRA	Système de riziculture intensive/améliorée
TCN	Troisième Communication Nationale au titre de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques
TFNAC	<i>Task Force</i> Nationale sur l'Agriculture de Conservation
UE	Union Européenne

USAID	<i>United States Agency for International Development</i>
UTCATF	Utilisation des Terres, du Changement d’Affectation des terres et de la Foresterie
WCS	<i>World Conservation Society</i>
WWF	<i>World Wildlife Fund for Nature</i>

1. Contexte

L'Accord de Paris de 2015 prévoit dans son Article 13 l'établissement d'un « Cadre de transparence renforcé des mesures et de l'appui » afin de suivre, notifier et examiner les informations pertinentes par rapport à la mise en œuvre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et de l'Accord de Paris. Ces informations concernent notamment les émissions de gaz à effet de serre (GES) des Parties, les mesures d'atténuations et d'adaptation aux effets néfastes du changement climatique, ainsi que les moyens de mise en œuvre reçus ou fournis sous formes de ressources financières, de renforcement des capacités et de transfert de technologies. Ce Cadre de transparence constitue ainsi un outil permettant de vérifier si le niveau d'efforts collectifs entrepris par les Parties permettrait d'atteindre les objectifs fixés par cet Accord.

Madagascar a ratifié l'Accord de Paris en 2016 et s'engage à respecter cette ratification par la mise en œuvre de sa Contribution Déterminée au niveau National (CDN) soumise au secrétariat de la CCNUCC la même année. Cette CDN prévoit, entre autres, de renforcer les actions d'atténuation par la réduction des émissions de GES de 14% par rapport au scénario *statu quo* (« *business as usual* », BAU), et l'augmentation de 32% du renforcement des puits de carbone. Les secteurs identifiés pour atteindre ces objectifs sont l'Agriculture (15% des émissions entre 2005 et 2010), l'Utilisation des Terres, du Changement d'Affectation des terres et de la Foresterie (UTCATF : plus de 80% des GES entre 2005 et 2010, mais compensé par un niveau significatif d'absorption du carbone par les forêts et les terres boisées), l'Energie (2%), les Déchets (0,3%) et les Procédés Industriels (0,2%).

En mars 2018, le Conseil du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) a approuvé le projet « Construire et renforcer la capacité nationale à mettre en œuvre les éléments du cadre de transparence de l'Accord de Paris »¹ (CBIT Madagascar). Ce projet est développé conjointement par le Bureau National de Coordination des Changements Climatiques (BNCC) sis au Ministère de l'Environnement, de l'Ecologie et des Forêts (MEEF) et Conservation International (CI). Il est destiné à renforcer la capacité nationale pour la mise en œuvre du Cadre de transparence établi par l'Accord de Paris, en tenant compte des contributions de Madagascar à l'atténuation du changement climatique. A cet effet, le MEEF a organisé un atelier pour lancer officiellement la phase « *Project Preparation Grant* », le 14 août 2018 à l'Espace Dera Tsiadana, Antananarivo. Le déroulement de cet atelier est présenté dans ce rapport.

2. Mots d'ouverture de l'atelier

Mme Nivohary Ramaroson, Directeur du BNCC, a représenté le Secrétaire Général du MEEF qui a été retenu ailleurs. Elle a remercié les participants pour leur intérêt encore une fois manifeste dans la lutte contre le changement climatique et a signalé que le projet CBIT Madagascar apportera des appuis en matière de renforcement des capacités institutionnelles, notamment au niveau du rapportage des actions de lutte contre le réchauffement planétaire. Elle a transmis les messages des autorités du MEEF qui leur souhaite un succès pour cet atelier.

Mme Sahondra Rajoelina, Directeur-pays de CI a remercié le MEEF pour la confiance accordée par ce ministère vis-à-vis de son institution, en matière de lutte contre les changements climatiques à Madagascar. Dans le cadre du projet CBIT Madagascar, CI sera l'Agence de mise œuvre du FEM. Elle n'a pas manqué d'adresser ses remerciements à tous les participants pour leur présence et leur contribution pendant cet atelier. Elle a terminé son intervention en introduisant l'équipe de consultant retenu par le BNCC et CI pour l'élaboration du document du projet CBIT Madagascar, et qui a été représentée par M. Hery A. Rakotondravony.

¹ « *Building and strengthening Madagascar's national capacity to implement the transparency elements of the Paris Agreement* ».

3. Mise en contexte du projet CBIT Madagascar (présentée par Michel Omer Laivao)

Dr Michel O. Laivao, Point focal national de la CCNUCC a introduit la présentation en rappelant que Madagascar a ratifié tous les traités internationaux sur le climat : la CCNUCC en 1998, le Protocole de Kyoto en 2003 et l'Accord de Paris en 2016. Il a rappelé que le non-respect des engagements des Parties vis-à-vis des traités climatiques a conduit la Conférence des Parties réunie à Cancun en 2010, à exiger la transparence des actions prises par les pays développés notamment en matière de contributions financières et des déclarations des émissions de GES.



Il a continué sa présentation en rappelant que l'initiative de renforcement des capacités pour la transparence a été instaurée par la Décision 1/CP.21 portant adoption de l'Accord de Paris. Cette décision avait engagé le FEM pour appuyer la mise en place de l'initiative dont le but est de développer les capacités institutionnelles et techniques des pays en développement, par rapport aux critères renforcés définis dans l'article 13 de l'Accord. Il a terminé sa présentation en projetant les projets de CBIT approuvés par le FEM en novembre 2017.

Questions et commentaires sur la présentation

M. Luc Randriamarolaza, représentant du Ministère du Transport et de la Météorologie, a demandé les démarches adoptées par les pays ayant un projet CBIT approuvé par le FEM. Il a aussi demandé quels indicateurs seront utilisés pour la transparence ?

Mme Michèle Andriamahazo, représentant du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, a questionné si chaque pays bénéficierait d'un seul projet, ou est-ce qu'il serait possible de financer un projet par secteur ?

Mme Hantavololona Rakotoniaina, représentant de la Fondation Tany Meva a demandé pourquoi le projet se limiterait-il au renforcement des capacités institutionnelles ?

4. Information sur le projet (présentée par Michèle Andrianarisata)

Mme Michèle Andrianarisata, Directeur Conservation Strategies auprès de CI Madagascar, a commencé sa présentation en rappelant l'intitulé du projet. Elle a mentionné que la durée du projet est de 24 mois et à mettre en œuvre au niveau national. Le projet a un montant de 1,3 millions de dollar américain. Il a continué sa présentation en rappelant les objectifs du projet et l'a terminé en parcourant les résultats attendus des trois composantes de la CBIT Madagascar.

Questions et commentaires sur la présentation

M. Max Rakotoarisoa, représentant du SAMVA a demandé qui sont les « parties prenantes » mentionnées dans la présentation ? Est-ce qu'il y aura d'acteurs à impliquer ?

Mme Michèle Andriamahazo, représentant du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage s'est intéressée si l'on pourrait atteindre les trois objectifs avec la durée du projet. Elle a proposé une durée minimale de trois ans.

Mme Voahangy Rakotoarimalala, représentant de l'Office National pour l'Environnement a demandé si le projet a des complémentarités avec le projet ANCR qui concerne les trois conventions de Rio (Convention sur la diversité biologique, Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification et CCNUCC).

M. Luc Randriamarolaza, représentant du Ministère de la Météorologie et du Transport a questionné si par rapport au lien entre les projections climatiques et les émissions de gaz à effet de serre, le projet contiendrait un volet de renforcement des capacités techniques pour le suivi des projections climatiques. Il a également proposé l'inclusion d'outils de mesure des GES atmosphériques qui permettront de vérifier les informations contenues dans les rapports sectoriels.

Le Directeur du BNCC a proposé d'élargir les cibles du résultat 2.2.1. et d'inclure d'autres systèmes de rapportage autre celui développé par le Bureau National de Coordination REDD-plus (p.ex. système de *Measuring, Reporting, Verification* du secteur Energie développé conjointement avec l'Organisation des Nations Unies sur le Développement Industriel (ONUDI) et le Ministère de l'Energie et des Hydrocarbures).

M. Luc Randriamarolaza a suggéré d'identifier clairement les institutions et les appuyer pour qu'elles puissent produire les données requises. Il a également mentionné de capitaliser les leçons des expériences similaires vis-à-vis des facteurs qui peuvent bloquer le flux d'information. Les représentants des acteurs sectoriels/institutions ont fait un bref état de lieu de leur système d'information et en matière d'accessibilité des données :

- SAMVA (secteur Déchets) : Données disponibles mais la collecte pose souvent de problèmes. Il devrait y avoir un outil standard de collecte de données.
- Min. Agriculture et Elevage (secteur Agriculture) : Au niveau national, il y a le Statistique Agricole, mais le dernier recensement remonte en 2005 et nécessite des mises à jour. La représentante a suggéré de renforcer l'entité responsable du Système d'Information au sein de son Ministère. Elle a également fait remarquer que le projet aura une envergure nationale mais certaines données importantes sont à la disposition des acteurs régionaux.

- Min. Eau, Assainissement et Hygiène : Le SESAM est l'outil de gestion des informations du Ministère et est en cours d'amélioration. Les 16 et 17 août prochain aura lieu un atelier d'amélioration de ce système. Le représentant a suggéré un outil standard de collecte de données.
- Min. Transport : Le représentant informe que le Ministère ne dispose pas de données.
- Min. Industrie et du Développement du Secteur Privé : Le Ministère dispose d'une liste des implantations industrielles mais les données exactes au sein de chaque implantation ne sont pas disponibles. Le Ministère dispose d'un département chargé du suivi mais le système de collecte des données n'y a pas.
- Min. Energie et Hydrocarbures : Les données existent mais sont dispersées. Le Ministère met en place actuellement le Système d'Information Energétique mais l'alimentation en information n'est pas encore systématisée. Huit régions seulement disposent d'un démembrement régional et la remontée des données constitue un défi.
- Fondation Tany Meva : La Fondation travaille dans de nombreux secteurs mais le mécanisme de remontée des informations auprès du CBIT reste à éclaircir.
- Office National pour l'Environnement : L'ONE dispose du tableau de bord environnemental dont les informations proviennent de tous les secteurs. Pour certains secteurs (p. ex. industrie, mines, etc.), le tableau de bord est à mettre en place.

5. Elaboration de la cartographie préliminaire des acteurs (présentée par Hery A. Rakotondravony)

M. Hery Rakotondravony a commencé sa présentation en rappelant les résultats attendus de chaque composante du projet. Ensuite, il a présenté un concept de mécanisme d'alimentation en information du projet CBIT. Les informations sectorielles ont été illustrées avec les grandes actions d'atténuation de la CDN de Madagascar. Il a terminé sa présentation avec une proposition de canevas de cartographie des acteurs à impliquer dans les résultats de chaque composante du projet CBIT Madagascar.

Figure 1 : Séance de clarification pendant l'élaboration de la cartographie préliminaire des acteurs



Questions et commentaires sur la présentation

M. Nirina Rakotoarimanga, Centre National de Recherches sur l'Environnement : Quelle serait l'attente du projet par rapport à la réduction des émissions de GES ?

6. Travaux de groupe sur la cartographie préliminaire des acteurs

Les participants se sont répartis dans quatre groupes de travail : Agriculture, Energie, Utilisation des Terres et Changement d'Affectation des Terres, et Déchets + Procédés Industriels, en fonction de leurs domaines d'intervention. Les participants dont l'institution intervient dans multiple secteurs ont été laissés libres de choisir leur groupe de travail, tout en respectant l'équilibre du nombre de participants au niveau de chaque groupe. Chaque groupe ont désigné un rapporteur chargé de la restitution, après 01 heure 15 minutes de réflexion et de discussions.

6.1. Restitution des résultats des travaux de groupe : cartographie préliminaire des acteurs sectoriels

Tableau 1 : Cartographie préliminaire des acteurs sectoriels élaborés par les participants à l'atelier

Institution	Rôles	Remarques
1. SECTEUR UTILISATION DES TERRES, CHANGEMENT D'AFFECTATION DES TERRES ET FORESTERIE		
<ul style="list-style-type: none"> Direction Générale des Forêts, Ministère de l'Environnement, de l'Ecologie et des Forêts Direction Régionale de l'Environnement, Ecologie et Forêts 	Mise en œuvre de la Politique Forestière, Directives Nationales sur le Reboisement, Suivi des aires protégées, coordination des programmes de reboisement, suivi de la couverture forestière	Interventions nationale et régionale
Direction Générale de l'Environnement, Ministère de l'Environnement, de l'Ecologie et des Forêts	Gestion des pollutions et des substances appauvrissant la couche d'ozone	Intervention nationale
Bureau National de Coordination des Changements Climatiques, Ministère de l'Environnement, de l'Ecologie et des Forêts	Coordination nationale de la lutte contre les changements climatiques, Autorité Nationale Désignée du Protocole de Kyoto et registre national carbone	Intervention nationale
Bureau National de Coordination REDD-plus	Stratégie Nationale REDD-plus, MRV, gestion des bases de données	Intervention nationale
Direction du Système des Aires Protégées	Suivi des aires protégées	Intervention nationale
Direction de la Valorisation des Ressources Forestières	Encadrement des communautés de base de gestion des ressources naturelles, encadrement des transferts de gestion des ressources naturelles, suivi de la couverture forestière, suivi des feux de brousse, suivi du reboisement	Intervention nationale
Direction Générale de l'Ecologie, Ministère de l'Environnement, de l'Ecologie et des Forêts	Paiement pour les Services Ecologiques, gestion des bassins versants	Intervention nationale

Institutions de recherche et de formation (CNRE, CNFEREF, ESSA, ABC/LRI, DBV, DBA, FOFIFA, LRI, Vahatra)	Recherche et formation (mesures et appuis en matière d'atténuation du changement climatique)	Interventions nationale + régionale
Office National pour l'Environnement	Tableau de bord environnemental, bases de données, études d'impact environnemental	
ONG, associations internationales (World Wildlife Fund, World Conservation Society, Conservation International, Missouri Botanical Garden, Royal Botanic Garden at Kew, etc.), associations nationales/locales (Association Nationale pour les Actions Environnementales, Asity Madagascar, Programme de Lutte Antiérosive, Madagascar National Parks, Madagasikara Voakajy, Service d'Appui à la Gestion de l'Environnement, etc.)	Inventaire des GES, vente de carbone, surveillance aérienne, restauration des paysages forestiers, gestion des aires protégées, suivi satellitaire (Firecast), appuis techniques pour la gestion durable des ressources naturelles, reboisement	
Partenaires privés (Ambatovy S.A., Qit Madagascar Minerals, Fanalamanga, etc.)	Offsetting, restauration, gestion du reboisement	
Bailleurs de fonds (Programme d'Appui à la Gestion de l'Environnement de la GIZ, Fondation pour les Aires Protégées et la Biodiversité de Madagascar, USAID, Union Européenne, Agence Française pour le Développement, Banque Mondiale, CIRAD, Institut de Recherche pour le Développement, Programme des Nations Unies pour le Développement, Programme des Nations Unies sur l'Environnement, KfW)	Financement, appuis techniques	
2. SECTEUR ENERGIE		
Ministère de l'Energie et des Hydrocarbures et organismes rattachés (Office Malgache des Hydrocarbures, Agence de Développement de l'Electrification Rurale, etc.)	Mise en œuvre de la nouvelle politique de l'Energie, statistique sur l'importation et la distribution des produits pétroliers, consommation nationale de produits pétroliers	
Ministère du Transport et de la Météorologie et services rattachés (Agence des Transports Terrestres, Autorité Portuaire, Maritime et Fluviale, Direction Générale de la Sécurité Routière, etc.)	Gestion des transports en commun, gestion des transport terrestre, maritime, fluvial et aérien, statistiques parc automobile (visite technique), données sur les émissions de GES par ville et national (nécessite l'acquisition/implantation des capteurs/enregistreurs de CO2)	Les données sur le parc automobile sont difficiles à trouver lors de l'élaboration des communications nationales. Ce qui oblige à trouver de nombreuses sources d'information.
Ministère de l'Intérieur et services rattachés (Centres Immatriculateurs)	Statistiques parc automobile (nombre et statistiques des voitures et autres engins/véhicules par année de mise en service), consommation moyenne des voitures/engins (carte grise)	Idem
Compagnie d'assurance	Statistiques parc automobile (contrats d'assurance)	Idem

Opérateurs du secteur Energie (JIRAMA, Aksaf Power, Symbion Power, opérateurs de distribution/importation pétrolières, opérateurs de logistique pétrolière, etc.)	Consommation de produits pétroliers, production d'énergie renouvelable	
Auto-producteurs d'énergie	Consommation de produits pétroliers ; production d'énergie renouvelable	Certaines données ne sont pas à la disposition du Ministère de tutelle
Producteurs de foyers améliorés (ADES, etc.)	Données sur les foyers améliorés	Certaines données ne sont pas à la disposition du Ministère de tutelle
Direction Générale des Douanes, Ministère des Finances et du Budget	Données sur les panneaux photovoltaïques et les charbons miniers (importations)	
3. SECTEUR AGRICULTURE		
Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage	Elaboration Cadre: SNCC/AEP (2025), Programme Sectoriel Agriculture-Elevage-Pêche (2025), Programme National d'Investissement Agricole, Elevage et de Pêche (PNIAEP) ; promotion bonnes pratiques d'atténuation: Système de riziculture intensive/améliorée (SRI/SRA), riz pluvial, agriculture de conservation, Agriculture climato-intelligente (« <i>climate smart agriculture</i> », CSA), arboriculture, statistiques agricoles. La Direction du Système Informatique du Ministère est un fournisseur de données en télédétection du projet CIGARD	
Projets (Projet d'Agriculture Durable par Approche Paysage (PADAP), Protection de Bassins Versants Périmètres Irrigués (BVPI), Projet Urgence pour la Sécurité Alimentaire et la Protection Sociale(PURSAPS), Programme de Lutte Anti Erosive (PLAE), Projet d'Amélioration de la Production Rizicole (PAPriz), etc.)	Promotion et mise en œuvre bonnes pratiques: CSA, SRI, stabilisation des <i>lavaka</i> , reboisement, etc.	
Centres nationaux de recherche et de formation (FIFAMANOR, FOFIFA, EFTA, CAFPA, etc.)	Mise en place CSA, formation et recherche/étude	
OPF (Organisation Paysanne Faitière)	Détenteur d'information et de données	06 OPF dans le pays
FEKRITAMA	Détenteur d'information et de données	
Groupeement Semis Directs Madagascar (GSDM)	Agence d'exécution de l'agriculture de conservation, promotion et mise à l'échelle du CSA et de l'agriculture de conservation	

Task Force Nationale sur l'Agriculture de Conservation, TFNAC)	Plateforme d'échange sur l'agriculture de conservation	
Ecovillage	Promotion de la permaculture	
Direction Générale de l'Elevage, y compris Direction d'Appui au Développement de l'Elevage à Cycle Court (DADEC) et Direction de la Filière Bovine	Détenteur d'information sur les émissions du secteur (fermentation entérique, gestion du fumier, brûlage dirigé des savanes)	A consulter
4. SECTEUR DECHET		
Ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène	Coordination, planification et suivi des actions concernant la gestion des déchets solides et liquides ; mise en œuvre des politiques et stratégies nationales d'assainissement ; gestion des ordures ménagères et des sites de décharge ; gestion des eaux usées et des stations de pompage	Coordination des actions d'assainissement à Madagascar régie par la Loi n°95-035 et le décret n°2009-1166 (SAMVA)
Ministère de l'Industrie et du Développement du Secteur Privé et les industriels	Mise en œuvre de la politique de gestion des pollutions industrielles : traitement et valorisation des déchets industriels, gestion et suivi des eaux usées des usines.	
Ministère de la Santé Publique	Informations sur les déchets hospitaliers ; gestion de l'assainissement (déchets solides et liquides) des installations hospitalières	
Communes urbaines et rurales	Chargées de l'assainissement urbain dans les communes qui ne disposent pas d'organisme public chargé de l'assainissement urbain ; Commune Urbaine d'Antananarivo chargée de la Gestion et le traitement des boues de vidange	Voir Loi n°95-035 et décret 2009-1166
Organisations non-gouvernementales, partenaires techniques et financiers	Appuis techniques et financiers, outils de collecte de données	
5. SECTEUR PROCEDES INDUSTRIELS		
Ministère de l'Industrie et du Développement du Secteur Privé et les industriels	Statistiques sur la production des industries émettrices des GES (production de ciment et de chaux, pâtes et papiers, aliments et boissons, etc.)	

Figure 2 : Photo du groupe de travail du secteur Utilisation des Terres, Changement d'affectation des Terres et Foresterie



Figure 3 : Photo du groupe de travail du secteur Energie



Figure 4 : Photo du groupe de travail du secteur Déchets + Procédés Industriels



6.2. Questions et commentaires sur les restitutions

M. Michel O. Laivao du BNCC a soulevé la difficulté de collecter les informations sur le parc automobile lors de l'élaboration de la Troisième Communication Nationale (TCN), bien que l'équipe de la TCN eût rencontré les compagnies d'assurance, le Centre Immatriculateur, etc. Sur ce, une représentante de l'Office Nationale pour l'Environnement a indiqué que la Direction Générale de la Sécurité Routière pourrait donner des informations pertinentes.

M. Luc Randriamarolaza, Ministère du Transport et de la Météorologie a réitéré la nécessité de renforcer la Direction du Système d'Information du Ministère de tutelle du secteur Transport.

M. Hery Rakotondravony a demandé comment obtenir des informations/données concernant par exemple le secteur Déchet au niveau régional ? Sur ce, le représentant du Ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène propose d'installer un outil de centralisation des données auprès du Ministère de tutelle, mais les collectes se feront par les différents acteurs du secteur Déchet. Les Directions régionales de l'Eau, Assainissement et de l'Hygiène peuvent collecter les données sur les déchets solides et liquides, et les Directions régionales de l'Industrie pour les déchets industriels.

Mme Michèle Andriamahazo a réitéré la nécessité de renforcer les capacités de la Direction du Système d'Information pour que son institution puisse répondre aux attentes du projet CBIT Madagascar.

7. Présentation du Plan de travail d'élaboration du document de projet et des prochaines étapes

M. Hery Rakotondravony a commencé sa présentation en signalant qu'au début, des réunions de lancement entre le BNCC, CI Washington et CI Madagascar avaient eu lieu pour discuter des tâches et

des différents documents qui formeront le document du projet CBIT Madagascar. Ensuite, il a enchaîné en énumérant les tâches déjà réalisées :

- Travaux de consultation avec quelques institutions (Direction Générale de l’Energie, techniciens du BNC REDD-plus, Directeur Général de l’Eau du Ministère de l’Eau, de l’Assainissement et de l’Hygiène, etc.) ;
- Mise en place du dossier de partage Dropbox contenant les documents déjà consultés, concernant la revue de la littérature et des documents pertinents ;
- La situation de l’élaboration des documents liées aux exigences de sauvegarde du Fonds pour l’Environnement Mondial (Plan d’Intégration du genre, Plan de gestion des plaidoyers, Plan d’engagement des acteurs).

Il a également donné des indications sur les dates de livraison de la première version et de la version finale du document de projet, ainsi que la date prévue pour les lettres de co-financement qui sont exigées par les procédures du Fonds pour l’Environnement Mondial. Sur ce, une série de consultations conjointes faisant impliquer CI Madagascar et le BNCC aura lieu le 10 septembre 2018.

8. Mots de clôture de l’atelier

M. Michel O. Laivao, Point Focal National de la CCNUCC, a mentionné la convergence entre les différentes initiatives conduites sous l’égide de l’Organisation des Nations Unies (Objectifs du Développement Durable, Convention de lutte contre la Désertification, CCNUCC, etc.). Il a ensuite signalé que le BNCC est en train de lancer l’élaboration de la Quatrième Communication Nationale et le premier Rapport Biennal qui contiendront des activités de renforcement des capacités auxquelles il invite les institutions et les acteurs sectoriels à collaborer vivement. Il a terminé son intervention en remerciant tous les participants, Conservation International et l’équipe de consultants. L’atelier s’est terminé à 16:30.

Annexe 1: Termes de référence de l'atelier



Atelier de lancement de l'élaboration du document de projet

« Construire et renforcer la capacité nationale à mettre en œuvre les éléments de transparence de l'Accord de Paris »

1. Contexte

L'Accord de Paris de 2015 prévoit dans son Article 13 l'établissement d'un « cadre de transparence des mesures et de l'appui » afin de suivre, notifier et examiner les informations pertinentes par rapport à la mise en œuvre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et des autres accords qui l'ont suivi. Ces informations concernent notamment les émissions de gaz à effet de serre (GES) des Parties, les mesures d'atténuations et d'adaptation aux effets néfastes du changement climatique y inclus les comptes rendus des Contributions Déterminées au niveau National (CDN), ainsi que les moyens de mise en œuvre reçus ou fournis sous formes de ressources financières, de renforcement des capacités et de transfert de technologies. La communication régulière de ces informations, et leur examen par des experts mandatés par la CCNUCC, contribuent à renforcer la confiance entre les Parties qui est actuellement au centre des procédures et des négociations sous la CCNUCC. En effet, telles informations permettent de clarifier ce que les Parties font vis-à-vis de leurs engagements envers les traités climatiques internationaux, c'est-à-dire les CDN. Le Cadre de transparence de l'Accord de Paris constitue ainsi un outil permettant de vérifier si le niveau d'efforts collectifs entrepris par les Parties permettrait d'atteindre les objectifs fixés par cet Accord, en mettant en évidence ce qu'ils font individuellement.

Madagascar a ratifié l'Accord de Paris en 2016 et a soumis sa CDN la même année. Cette CDN prévoit, entre autres, de renforcer les actions d'atténuation par la réduction des émissions de GES de 14% par rapport au scénario *statu quo* (« *business as usual* », BAU), et l'augmentation de 32% du renforcement des puits de carbone. Les secteurs identifiés pour atteindre ces objectifs sont l'Agriculture, l'Utilisation des Terres, du Changement d'Affectation des terres et de la Foresterie (UTCATF), l'Energie et les Déchets.

La Troisième Communication Nationale de Madagascar a mis en évidence l'importance du secteur Agriculture en termes d'émissions de GES (environ 15% des émissions entre 2005 et 2010). Le secteur Energie occupe la deuxième place (2% des émissions) ; tandis que les secteurs Procédés industriels et Déchets produisent respectivement 0,2% et 0,3% des GES émis au cours de la même période. Le secteur UTCATF produit plus de 80% des GES émis entre 2005 et 2010, mais ce chiffre est compensé par un niveau significatif d'absorption du carbone par les forêts et les terres boisées.

Le projet « *Construire et renforcer la capacité nationale à mettre en œuvre les éléments de transparence de l'Accord de Paris* » (CBIT Madagascar) est destiné à renforcer la capacité nationale pour la mise en œuvre du Cadre de transparence établi par l'Accord de Paris, en tenant compte des contributions de Madagascar à l'atténuation du changement climatique. Le Ministère de l'Environnement, de l'Ecologie et des Forêts (MEEF) constitue l'institution d'ancrage de ce Cadre à Madagascar. A travers le Bureau National de Coordination des Changements Climatiques (BNCCC) sis au MEEF et conjointement avec Conservation International Madagascar, le MEEF organisera un atelier pour lancer officiellement l'élaboration du document du projet, le 01 août 2018.

2. Objectifs

Les objectifs de l'atelier sont de :

- Informer les parties prenantes clés sur les objectifs et résultats du projet afin de favoriser son appropriation ;
- Présenter le cadre logique
- Partager les informations sur le Cadre de transparence de l'Accord de Paris et du projet CBIT Madagascar
- Partager et commenter le Plan du travail prévisionnel pour l'élaboration du document de projet ; et
- Déterminer préliminairement les responsabilités des acteurs sectoriels concernés.

3. Méthodologie

Les partages d'information seront effectués sous forme d'une série de présentations alternées par des séances de clarification. La cartographie préliminaire sera élaborée par des groupes de travail, conformément aux secteurs concernés par la composante mitigation de la CDN de Madagascar (Agriculture, UTCATF, Energie, Déchets). Chaque groupe désignera un président et un rapporteur qui va restituer les résultats des travaux de groupe en séance plénière. Un formulaire d'évaluation

de l'atelier sera partagé à participant pour obtenir leurs avis et commentaires par rapport au déroulement de l'atelier.

4. Résultats attendus

- Le cadre logique est discuté avec les participants
- Les activités et les résultats attendus du projet seront discutés et améliorés
- Les parties prenantes de chaque secteur seront informées du Cadre de transparence établi sous l'Accord de Paris
- Les responsabilités des acteurs nationaux concernés par la mise en œuvre du Cadre de transparence de l'Accord de Paris sont préétablies.

5. Agenda provisoire

Horaire	Thèmes	Intervenants
08:30-09:00	Accueil / réception des participants	
09:00-09:30	<ul style="list-style-type: none"> - Mots d'ouverture de l'atelier - Tour de table (présentation des participants) - Présentation des objectifs et agenda de l'atelier 	<ul style="list-style-type: none"> - Représentant de Conservation International Madagascar - Monsieur le Secrétaire Général du MEEF
09:30-10:00	<i>Photo de famille et pause-café</i>	
10:00-10:30	Présentation 1 : Mise en contexte du Projet	BNCCC
10:30-11:00	Questions-réponses	
11:30-12:00	Présentation 2 : Présentation des grandes lignes du Projet CBIT Madagascar	CI /Consultant
12:00-12:30	Discussions plénières / Questions-réponses	
12:30-14:00	Pause déjeuner	
14:00-15:00	Travaux de groupes : Cartographie préliminaire des acteurs	(04 groupes de travail)
15:00-16:00	Restitution/discussions plénières	
16:00-16:15	Présentation 3 : Présentation du Plan du travail prévisionnel pour l'élaboration du document de projet	Consultant
16:15-16:30	Conclusions et prochaines étapes	
16:30-16:45	Clôture	BNCCC

LISTE DES PARTICIPANTS

1. Monsieur le Secrétaire General du Ministère de l'Environnement, de l'Ecologie et des Forêts
2. Monsieur le Directeur Général de l'Energie
3. Madame le Directeur Général de l'Agriculture
4. Monsieur le Directeur Général de l'Elevage
5. Madame le Directeur Général de la Météorologie
6. Monsieur le Directeur Général du Ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène
7. Madame le Directeur du Bureau National de Coodination des Changements Climatiques
8. Madame le Coordinateur du Bureau National de Coordination REDD-plus
9. Monsieur le Point Focal National CCNUCC
- 10.
11. Madame le Chef du Service Environnement et Changement Climatique (MPAE)
12. Madame Directeur de l'Intégration de la Dimentsion Environnementale du Ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène
13. Monsieur le Directeur de l'Assainissement du Ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène
14. Monsieur le Directeur des Etudes et de la Planification, Ministère de l'Energie et des Hydrocarbures
15. Madame le Directeur de l'Intégration de la Dimension Environnementale, Ministère de l'Energie et des Hydrocarbures
16. Madame le Directeur des Etudes, de la Planification et de l'Evaluation, Ministère de l'Industrie et du Développement du Secteur Privé
17. Madame le Directeur de l'Infrastructure, de la Technologie, de l'Innovation et de l'Environnement, Ministère de l'Industrie et du Développement du Secteur Privé
18. Madame le Directeur de l'Appui à l'Industrialisation
19. Monsieur le Directeur du Système d'Information, Ministère du Transport et de la Météorologie
20. Monsieur le Directeur des Etudes et de la Planification, Ministère du Transport et de la Météorologie
21. Monsieur le Directeur de la Météorologie Appliquée, Ministère du Transport et de la Météorologie
22. Monsieur le Secrétaire Exécutif de l'Agence de Développement de l'Electrification Rurale (ADER)
23. Monsieur le Directeur du Centre National de Recherche sur l'Environnement
24. Madame le Directeur du Centre National de Recherches Industrielle et Technologique
25. Représentants du BNCCC /Service Attenuation
26. Représentants du BNCCC /Service Base des données



SECRETARIAT GENERAL

BUREAU NATIONAL DE COORDINATION DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

**INITIATIVE DE RENFORCEMENT DES CAPACITES POUR LA
TRANSPARENCE (IRCT)
ou
CAPACITY BUILDING INITIATIVE FOR TRANSPARENCY
(CBIT)**

**Bureau National de Coordination des Changements
Climatiques**

Par Michel Omer LAIVAO

Aout 2018

TRAITES INTERNATIONAUX



**1998: Ratification de la Convention Cadre des Nations
Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC)**

2003: Ratification du Protocole de Kyoto

2016: Ratification de l'Accord de Paris

BUREAU NATIONAL DE COORDINATION DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

BNCCC- Aout 2018

ENGAGEMENTS DE MADAGASCAR



ELABORATION DU RAPPORT NATIONAL SUR CC:
Communication Nationale (Article 4.1 et 12.1 du CCNUCC):

- INVENTAIRE DE GAZ A EFFET DE SERRE (GES)**
- ATTENUATION**
- VULNERABILITE ET ADAPTATION**
- SECTEUR TRANSVERSAL: RECHERCHE, IEC,
OBSERVATION SYSTEMATIQUE**

BNCCC- Aout 2018

ENGAGEMENTS DE MADAGASCAR



ELABORATION DU RAPPORT NATIONAL SUR CC:
Communication Nationale (Article 4.1 et 12.1 du CCNUCC)

2003: Communication Nationale Initiale au titre de la CCNUCC

**2010: Deuxième Communication Nationale au titre de la
CCNUCC**

**2017: Troisièmes Communications Nationales au titre de la
CCNUCC**

PAS DE SYSTEME DE TRANSPARENCE

BNCCC- Aout 2018

ENGAGEMENTS DE MADAGASCAR



ELABORATION DU RAPPORT D'INVENTAIRE NATIONAL DE GES ACTUALISE ou BUR (Biennial Update Report) (Accord de Cancun 1/CP 16 et Resultat de Durban 2/CP 17):

- Analyse technique des informations soumises (ICA)
- Presentation et Echanges des vues

BNCCC- Aout 2018

COP 21 TRANSPARENCE DES MESURES ET APPUIS



-Décision CP21 (Paragraphe 85): La mise en place d'une initiative de renforcement de capacité pour la transparence afin de développer les capacités institutionnelles et techniques (pays en développement)

-Décision CP 21 (Paragraphe 87) engage le FEM à prendre des dispositions pour appuyer la mise en place et la poursuite de CBIT

BNCCC Aout 2018

ACCORD DE PARIS

CADRE DE TRANSPARENCE:



-INVENTAIRE DE GES

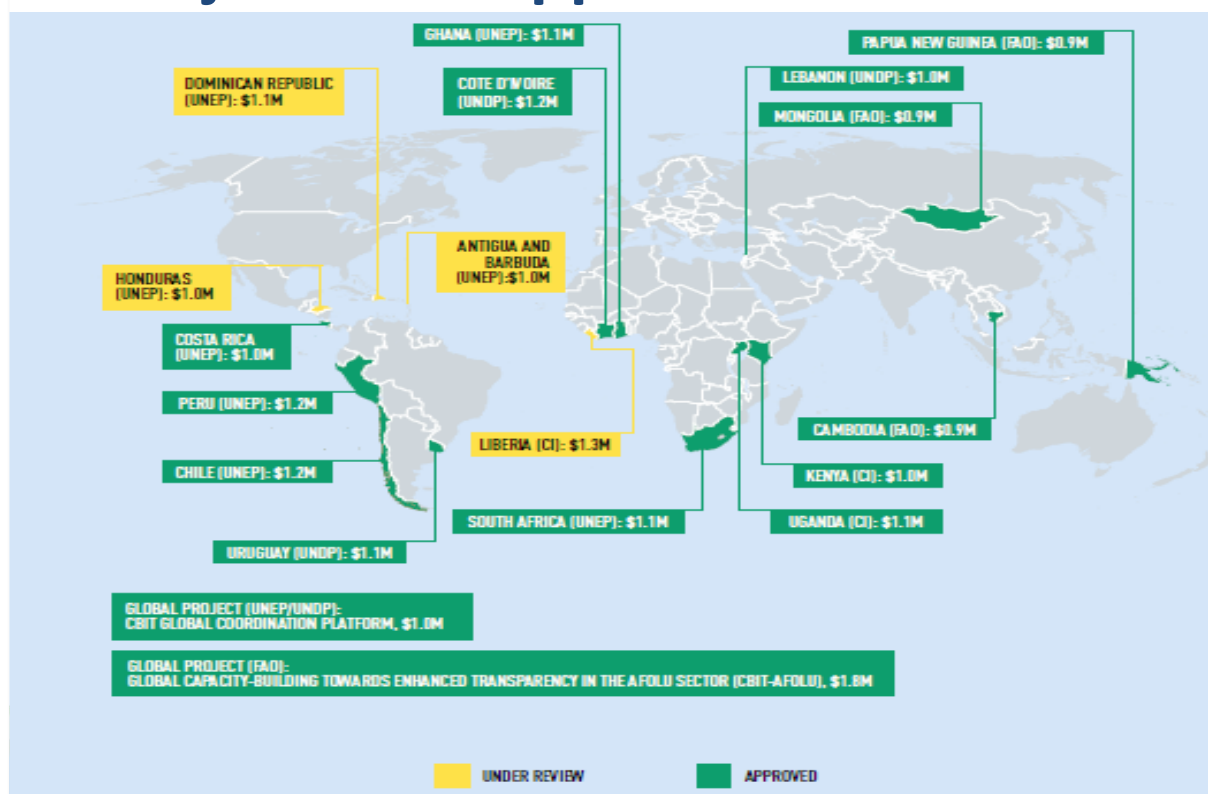
-ATTENUATION DANS CDN (art. 4)

-IMPACT CC ET ADAPTATION (art. 7)

-BESOINS FINANCIERS, TRANSFERT DE TECHNOLOGIE, RENFORCEMENT DE CAPACITE ET LES APPUIS RECUS (art.9, 10, 11)

BNCCC Aout 2018

Projets CBIT Approuvés (as of 6 Nov 2017)





MISAOTRA



Project information

Project Title:	Construire et renforcer la capacité nationale à mettre en œuvre les éléments de transparence de l'Accord de Paris
Country(ies):	Madagascar
Implementing Agency:	Conservation International (CI)
Executing Agency(ies):	BNCCC and CI Madagascar
Project Duration in Months:	24 months
Location	Niveau National

Objectifs du projet

- Aider à mettre en place un guichet unique pour les données sur les GES au niveau national, les actions d'atténuation et les appuis y afférents;
- Centraliser les données disponibles de tous les secteurs sur le «web portal »
- Renforcer la capacité des agences nationales et des parties prenantes concernées par les activités de transparence pendant le projet

Composantes du projet

- **Composante 1:** Renforcer les arrangements institutionnels, les politiques, les stratégies, les programmes et les organes de coordination au sein des institutions nationales et tous les secteurs concernés pour répondre aux exigences de transparence de l'Accord de Paris.
 - Résultat 1.1: Arrangements institutionnels visant à améliorer aux exigences de transparence de l'Accord de Paris évalués et recommandations élaborées
 - Résultat 1.2: Politiques, stratégies et programmes améliorant la transparence de la comptabilité climatique élaborés et déployés
 - Résultat 1.3: Lignes directrices élaborées pour la mise en œuvre d'activités liées à la transparence
 - le calcul des « baseline » et des niveaux de référence pour les émissions et les réductions de tous les secteurs
 - le développement du cadre Mesure, Rapportage et Vérification
 - les infrastructures institutionnelles.

(Suite)

- Composante 2: Comblar les principales lacunes technologiques en matière de surveillance
 - des émissions de GES et
 - des résultats des interventions liées au climat grâce au développement et à la diffusion d'outils pertinents
- Résultat 2.1. Système de gestion transparent mis au point pour surveiller les émissions et les activités dans la Contribution Nationale Déterminée. (système de collecte)
- Résultat 2.2. La construction de cadres nationaux de MRV basé sur le travail de BNC REDD + (A reformuler, expériences existantes)

(Suite)

- Composante 3: Renforcement des capacités des agences nationales et des parties prenantes concernées par les activités de transparence.
- Résultat 3.1. Principales parties prenantes (secteurs à préciser) formées sur le système national de Mesure, Rapportage et Vérification (MRV), aux communications nationales, BUR, aux procédures de suivi de Contribution Nationale Déterminée, aux inventaires de gaz à effet de serre (GES) et aux projections économiques et d'émissions, projection climatique
- Résultat 3.2. Comité national sur le changement climatique renforcé pour assurer la collaboration et la mise en œuvre stratégique

MERCI

Annexe 4 : Objectifs et agenda de l'atelier, et élaboration de la cartographie préliminaire des acteurs, plan de travail prévisionnel pour la phase PPG et prochaines étapes (présentation par Hery A. Rakotondravony)



ATELIER DE LANCEMENT DE L'ÉLABORATION DU DOCUMENT DE
PROJET

**« CONSTRUIRE ET RENFORCER LA
CAPACITÉ NATIONALE À METTRE EN
ŒUVRE LES ÉLÉMENTS DU CADRE DE
TRANSPARENCE DE L'ACCORD DE
PARIS »**

Espace Dera Tsiadana,
Antananarivo, 14 août
2018

Hery Rakotondravony, Leonardo
Massai & Berthin Andriamanantsoa



1. OBJECTIFS DE L'ATELIER

- Informer les parties prenantes clés sur les objectifs et résultats du projet afin de favoriser son appropriation
- Présenter le cadre logique
- Partager les informations sur le Cadre de Transparence de l'Accord de Paris et du projet CBIT Madagascar
- Partager et commenter le plan du travail prévisionnel pour l'élaboration du document de projet
- Déterminer préliminairement les responsabilités des acteurs sectoriels concernés



2. AGENDA PROVISOIRE

Horaire	Thèmes	Intervenants
08:30-09:00	Accueil / réception des participants	
09:00-09:30	<ul style="list-style-type: none"> - Mots d'ouverture de l'atelier - Tour de table (présentation des participants) - Présentation des objectifs et agenda de l'atelier 	<ul style="list-style-type: none"> - Représentant de CI Madagascar - Monsieur le SG MEEF
09:30-10:00	Photo de famille et pause-café	
10:00-10:30	Présentation 1 : Mise en contexte du Projet	BNCCC
10:30-11:00	Questions-réponses	
11:30-12:00	Présentation 2 : Présentation des grandes lignes du Projet CBIT Madagascar	CI /Consultant
12:00-12:30	Discussions plénières / Questions-réponses	
12:30-14:00	Pause déjeuner	
14:00-15:00	Travaux de groupes : Cartographie préliminaire des acteurs	(04 groupes de travail)
15:00-16:00	Restitution/discussions plénières	
16:00-16:15	Présentation 3 : Présentation du Plan du travail prévisionnel pour l'élaboration du document de projet	Consultant
16:15-16:30	Conclusions et prochaines étapes	
16:30-16:45	Clôture	BNCCC

14/08/2018

ATELIER DE LANCEMENT DE L'ÉLABORATION DU DOCUMENT DE PROJET CBIT MADAGASCAR

3

3. CARTOGRAPHIE PRÉLIMINAIRE DES ACTEURS

Outputs composante 1:

- Recommandations pour le renforcement des arrangements institutionnels
- Cartographie des situations de référence en matière de reportage (tous les secteurs)
- Plans et politiques de mise en œuvre de la CDN
- Directives pour la mise en œuvre des activités relatives au Cadre de transparence



14/08/2018

ATELIER DE LANCEMENT DE L'ÉLABORATION DU DOCUMENT DE PROJET CBIT MADAGASCAR

4

CARTOGRAPHIE PRÉLIMINAIRE DES ACTEURS (2)

Outputs Composante 2

- **Portail web** pour la gestion de toutes les informations et données sur la transparence
- **Information et données partagées avec tous les ministères** qui ne sont pas directement impliquées dans les questions du CC et de l'environnement
- **Système de métadonnées sur les sources de données**, l'origine, les calculs élaborés, rendus publics et mis à jour trimestriellement
- **Bilan carbone** des secteurs du Cadre de transparence intégré dans le portail Web
- **Facteurs d'émission** spécifiques à Madagascar déterminés
- **Enseignements tirés des travaux de BNC REDD +/BNCCC** compilés et analysés pour établir un système national, à l'échelle de la CDN
- **Système de présentation des rapports MRV** du BNC REDD +/BNCCC opérationnalisé à l'échelle nationale



14/08/2018

ATELIER DE LANCEMENT DE L'ÉLABORATION DU DOCUMENT DE PROJET CBIT MADAGASCAR

5

CARTOGRAPHIE PRÉLIMINAIRE DES ACTEURS (3)

Outputs Composante 3

- **Sur 02 ans, XX nombre de représentants gouvernementaux et d'intervenants pertinents (yc les OSC, le secteur privé, les universités) formés** pour surveiller et rendre compte par rapport aux objectifs climatiques clés
- **Modules de formation des formateurs** élaborés et lancés
- **Matériels et logiciels nécessaires pour produire les documents** (COMNATs, BUR, etc.) et **intervenants formés** en exploitation/maintenance
- **Membres CNCC formés** sur le Cadre de transparence et à l'élaboration des rapports sur les changements climatiques

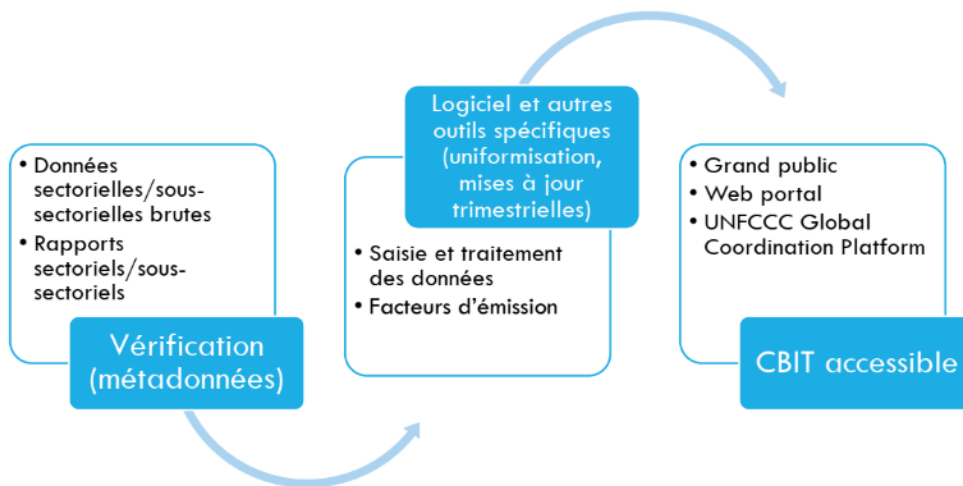


14/08/2018

ATELIER DE LANCEMENT DE L'ÉLABORATION DU DOCUMENT DE PROJET CBIT MADAGASCAR

6

4. MÉCANISME D'ALIMENTATION DU CBIT (ADAPTÉ DU CADRE LOGIQUE)



14/08/2018

ATELIER DE LANCEMENT DE L'ÉLABORATION DU DOCUMENT DE PROJET CBIT MADAGASCAR

7

5. GRANDES ACTIONS D'ATTENUATION (CDN MADAGASCAR)

ENERGIE

- Faciliter l'accès à l'énergie, stabiliser l'existant et développer de nouvelles pistes notamment les énergies renouvelables et alternatives
- Production énergétique (réhabilitation du réseau et des centrales)
- Développement de l'énergie renouvelable
- Amélioration de l'efficacité énergétique
- Electrification rurale
- Diffusion des foyers améliorés

AGRICULTURE

- Diffusion à grandes échelles SRI/SRA
- Promotion à grandes échelles de l'agriculture de conservation et de l'agriculture climato-intelligente
- Diffusion de l'arboriculture (5000 ha annuellement à partir de 2018).



14/08/2018

ATELIER DE LANCEMENT DE L'ÉLABORATION DU DOCUMENT DE PROJET CBIT MADAGASCAR

8

GRANDES ACTIONS D'ATTENUATION (CDN MADAGASCAR) (2)

UTCATF

- Reboisement à grandes échelles pour un système durable de production de bois et avec des espèces autochtones pour la conservation
- Réduction du prélèvement de bois des forêts
- Intégration effective du mécanisme REDD-plus
- Diffusion de l'agroforesterie
- Contrôle des feux de forêts et des prairies.

DECHETS

- Production de biogaz à partir des eaux usées
- Compostage des déchets organiques ménagers (50% des quantités de déchets transformés dans les grandes villes).



14/08/2018

ATELIER DE LANCEMENT DE L'ÉLABORATION DU DOCUMENT DE PROJET CBIT MADAGASCAR

9

6. CANEVAS DE CARTOGRAPHIE DES ACTEURS

SECTEURS: AGRICULTURE, UTCATF, ENERGIE (+ TRANSPORT)

DECHETS

Ex. UTCATF:

Institutions	Rôle	...
Direction Générale des Forêts/MEEF	M.e.o. PolFor, SNABE, DNAR, suivi reboisement au niveau national,
Min. Agri
BNC REDD+
CNRE
SNGF
...



14/08/2018

ATELIER DE LANCEMENT DE L'ÉLABORATION DU DOCUMENT DE PROJET CBIT MADAGASCAR

10

7. PLAN DE TRAVAIL PRÉVISIONNEL D'ÉLABORATION DU PRODOC

[F:\Plan de travail Elaboration PRODOC.docx](#)



14/08/2018

ATELIER DE LANCEMENT DE L'ÉLABORATION DU DOCUMENT DE PROJET CBIT MADAGASCAR

11

8. PROCHAINES ÉTAPES

< 2 semaines

- Atelier de consultation pour l'élaboration du cadre logique (05 septembre 2018)
- Revue de la littérature et des autres documents nationaux + création dossier de partage (Dropbox créé le 29 juillet 2018, +100 fichiers, 663 Mo, modalité de partage avec l'administration à définir)

< 4 semaines

- Consultations individuelles: à programmer avec CI, et en considérant les points à inclure dont lettre de co-financement
- Plan d'engagement des acteurs et plan d'intégration du genre: avant 30 septembre (en cours de rédaction)

4-6 semaines

- Evaluation des arrangements institutionnels
- Confirmation/mise à jour des mesures d'atténuation des risques: à développer avec les consultations individuelles



14/08/2018

ATELIER DE LANCEMENT DE L'ÉLABORATION DU DOCUMENT DE PROJET CBIT MADAGASCAR

12

MISAOTRA TOMPOKO!



14/08/2018

ATELIER DE LANCEMENT DE L'ÉLABORATION DU DOCUMENT DE PROJET CBIT MADAGASCAR

13

Annexe 4





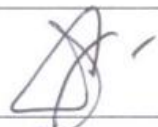



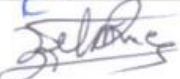


FICHE DE PRESENCE

DATE : 14 Aout 2018

LIEU : Espace DERA, Tsiadana

OBJET : ATELIER DE LANCEMENT PROJET CBIT

N°	Nom et Prénoms	Institutions	Coordonnées (tél fixe et/ou portable + Adresse e-mail)	SIGNATURE	GENRE HOMME (H)/ FEMME (F)
1	Madrianarisa Nichile	CI	man.drianarisa @conservation.org	Nichile	F
2	Hanitsimias Helenir	CI	03311 523 11 h.henirias @conservation.org	Helenir	F
3	RAMARISON Ravosoa	MNP	cco@madagascar.national-parks.mg r.ravosoa@yahoo.fr	Ravosoa	F
4	RANDRIANARISON Jannier	CI	randrianarison @conservation.org 034 05 282 34	Raj	H
5	HERITOKILAINA Ambinankwa	BNCC	heritokilaina@gmail.com 054 62 457 43	Ambinankwa	F
6	RATOVONJANAHARY Lambo	BNCC	mariefrance @yahoo.fr 03452 52 634	Lambo	F
7	Ramarison Nivahangy	BNCC	nivahangy@yahoo.fr	Nivahangy	F
8	RAVELORISON Arimam	BNCC	niainarivo@gmail.com 0340552331	Ravelorison	M
9	LAIVA Michel Ous	CI	laiva2002@yahoo.fr	Laiva	M
10	RAZAFIMAHETA Tatiama	ONE	tatiama@fnas.mg 054 05 622 46	Tatiama	F

N°	Nom et Prénoms	Institutions	Coordonnées (tél fixe et/ou portable + Adresse e-mail)	SIGNATURE	HOMME (H)/ FEMME (F)
11	RAVELSON Frida M.	REAH/DG	034 20 510 70 ravel.mie@gmail.com		F
12	RAKOTOARISON R. Lovara	Ministère des Transports chargé de com	033 68 537 41 lovatoarakotoarison7@gmail.com		F
13	RAISONADIVELO Irida Fantely	Ministère de l'énergie	0 3449660 93 meeh.dge.dep.sep@gmail.com		F
14	RANJEVASOA Hlobatiana	MEH/DTDE	034.49.661.12 ranjevassambola@gmail.com		F
15	RAHAGALALA Pierre ONE		034 02 904 48 haga@prue.mg		H
16	RAZAFINDRANAO Nando	MT/MA Ministère de l'Environnement	034 36 398 43 nandobianaharisoa@gmail.com		F
17	RAJAKOTEMBAH Any	CSAC/DS DA/MEAH	034 20 510 65 rajakotemba@gmail.com		H
18	DIEUDONNE Virgiana Dalia S.	MEH/DGE	034 49 661 03 dvirgianaolo@gmail.com		F
19	RANDRIAMORICAK Luc	DGM	034 05 561 07 luc.randriamoricak@gmail.com		H
20	RAKOTONIAINA Santavoldone	Fondation TANY MEVA	034 02 443 77 h.rakotoniasina@tanymeva.org		F
21	RAMBEOARISOA Oron	FAPBM	gambeloarisoa@fapbm.org		M

N°	Nom et Prénoms	Institutions	Coordonnées (tél fixe et/ou portable + Adresse e-mail)	SIGNATURE	
22	RASIDIMANANA Niny Lanto Layhica	BNCCC	layhica.rasidimanana@gmail.com		F
23	RAKOTOARISOA Rostand May	SAMVA	03 40 52 49 94 dirgsamva@gmail.com; c.rakotoarivony.william@gmail.com tiamexo611@gmail.com		M
24	RAKOTOBÉ Domoine	WCS	drakotobe@wcs.org 033 05 879 98		F
25	DEWA ROSSEN INOT	MIDSP DITIE	mickaellinot@gmail.com 03374 16823		
26	RAKOTOZAFY Nantamalala	MIDSP DITIE	miantzamanato.colombe@gmail.com 034 85 213 94		F
27	AMPRIANANTOANIRO H Tsiory	SECC MINAE	tsiory.andri@gmail.com 034 05 652 17		M
28	RAKOTOBÉ R. Holinantenaivo.	DIDÉ NEAH	rhodinantenaina@yahoo.fr 0340750849		F
29	RAMANDRASOA A.-C. Kevin	SS/MTM	034 13 25 55 kevskewnew@yahoo.fr		M
30	RANAIVOSON Femenus Tahiera	DIDÉ/MEAH	034 29 273 22 femenushina@gmail.com		F
31	RAMBELOSON Heritiana	NEAH/ OPHSQE	0348334991 heritiana.rambelason@jinama.mg victorien.raferalaky@jinama-mg.com		M
32	RAZAFIMANDIMBY Victorien Henri	MIDSP	034 31 11 07 78 victorienhenri@gmail.com		M
33	RAOELINA Schondor	CL			F

No	Nom et Prénoms	Institutions	Coordonnées (tél fixe et/ou portable + Adresse e-mail)	SIGNATURE	
34	Rahanimalala Voahangy	ONE	0307938030 voahangy.prae@gmail.com	Voahangy	11
35	Fanjara RAKOTARITANA	BRWA	0300521425 fanjarakotofr@gmail.com	Fanjara	4
36	RAIDRESIARISOA Rivo H.	CUA	0344967473		4
37	RAKOTONDRAWONY Hery	Consultat	0340562432		4
38	RAKOTOARIMANGA NITINA Ch.	CNRE	0349148675 manganit@yahoo.fr		4
39	DANDEIAN AUTENAINA Lovaikina	DAI/MOSP	034.09329.20 lovanitina@gmail.com		
40	RAHARISOA Clara Antoine	MEFF/ BNCCC	0348032860 raharisoaclara@gmail.com		F
41	ANDRIAMAHAZO Michelle	MINAE SECC	0340561031 michelle.andriamahazongmail.com		F
42	RANDRIANIRINA Rampienona	WWF	0344985034 mr.andrianirina@wwf.mg		17
43	RAHENSON Yvonne	CI		Rahenson	F
44	RAKOTONIAINA John	CI			4
44					